

<https://www.xn--lecanardpublicain-jwb.net/spip.php?article349>



"Afghanistan, Irak : des guerres très privées". Par Dominique Lagarde

- International -



Date de mise en ligne : dimanche 30 mai 2010

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

« **Logistique, sécurité, surveillance aérienne... des salariés de sociétés militaires appuient de plus en plus sur le terrain les armées américaine et britannique. Sur le sol afghan, ils sont presque deux fois plus nombreux que les soldats déployés par le Pentagone.**

En Afghanistan comme en Irak, les armées américaine et britannique sous-traitent une part de plus en plus importante de leurs activités à des sociétés militaires privées (SMP). A l'échelle de la planète, celles-ci emploieraient près de 1 million de personnes : réunies, elles représenteraient, sur le papier, la deuxième armée du monde. Amorcée il y a une vingtaine d'années, guère plus, la privatisation de la guerre, sous toutes ses formes, est une entreprise juteuse : elle constitue un énorme marché estimé à 170 milliards d'euros par an.

Des opérations de contre-insurrection "clefs en main"

La première société militaire privée est apparue en 1989. Créée par d'anciens commandos sud-africains, installée en Angola sur une base abandonnée par les Soviétiques, Executive Outcomes proposait aux États africains menacés par la rébellion des opérations de contre-insurrection "clefs en main". Elle reste à ce jour la seule vraie tentative de privatisation de l'activité combattante.

Apparaît ensuite aux États-Unis, dans les années 1990, la Military Professional Resources Inc. (MPRI). Société de droit privé, elle n'en est pas moins étroitement liée au Pentagone. A ses débuts, elle vend surtout ses services aux pays de l'ex-bloc soviétique qui mettent leurs armées aux normes de l'Otan avant d'intégrer l'Alliance atlantique.

A cette époque, les tâches confiées à des *contractors* privés relèvent pour l'essentiel de la logistique. Lors de la première guerre du Golfe, en 1991, on ne compte qu'un civil sous contrat pour 100 militaires américains. Mais tout change avec la guerre d'Irak. En 2003, lors de l'invasion, le rapport est déjà de 1 à 10. En 2007, pour la première fois, il y a autant de *contractors* employés par l'US Army que d'hommes en uniforme. Du jamais-vu !

Le 16 septembre de cette année-là, des employés de Blackwater, l'une des plus grosses sociétés militaires privées (aujourd'hui rebaptisée Xe Services LLC), tirent sur un véhicule en plein centre de Bagdad. La fusillade fait 17 morts. La justice américaine est saisie. Blackwater sera finalement écartée du marché irakien.

Ce qui ne l'empêche pas de continuer à travailler aujourd'hui encore pour le gouvernement américain, notamment pour la CIA, en Afghanistan. Deux de ses employés figuraient parmi les victimes de l'attentat du 30 décembre 2009 contre une base américaine à Khost, dans le sud-est du pays.

La société possède une base secrète, près de la frontière avec le Pakistan, d'où elle fait décoller ses propres drones en direction des zones tribales pakistanaises. En principe, la tâche de ces avions sans pilote ultrasophistiqués consiste à identifier des cibles qui seront ensuite "traitées" par d'autres appareils, équipés de missiles et appartenant, eux, à l'armée américaine.

Mais est-ce si sûr ? Les bombardements des zones tribales pakistanaises sont devenus une pièce centrale de la nouvelle stratégie de Washington. Entre 2008 et 2009, leur nombre a augmenté de 50%, passant de 36 à 53, et le rythme s'est encore accéléré depuis le début de l'année...

Plus de 100 000 civils travaillent pour le Pentagone

Un rapport du service d'étude du Congrès américain, publié en décembre 2009, estimait à 104 100 le nombre de civils travaillant en Afghanistan pour le seul Pentagone. Les effectifs militaires, à la même époque, étaient de 63 950 soldats. En clair, 62% des hommes qui oeuvraient sur le terrain pour le ministère américain de la Défense étaient des privés - un pourcentage jamais atteint dans l'histoire des États-Unis. Le déploiement des renforts (30 000 hommes) annoncés par Barack Obama devrait se traduire par l'embauche de 56 000 *contractors* supplémentaires.

"En Afghanistan, analyse Olivier Hubac, spécialiste de l'intelligence stratégique et coauteur d'un ouvrage sur la guerre afghane [1], le recours aux *contractors* fait partie intégrante de la stratégie de l'Otan. Tout ce qui ne constitue pas le coeur du métier de soldat est externalisé afin de permettre aux militaires de se consacrer au combat et aux actions de sécurisation."

Quelles sont les tâches confiées au privé ? Il y a d'abord tout ce qui relève du "soutien de l'homme" et de la logistique : hébergement, maintenance, ravitaillement, connexions Internet, gardiennage, etc. La sécurité de tous les "camp-vie" de l'Otan en Afghanistan est ainsi assurée par des sociétés privées.

D'autres services rendus par les *contractors* relèvent peu ou prou de la délégation de service public : déminage, surveillance aérienne, lutte antidrogue, formation des forces gouvernementales afghanes. Ce dernier marché semble promis à une croissance exponentielle si l'Otan veut atteindre ses objectifs affichés : porter l'armée afghane de 9 000 à 134 000 hommes à la fin 2010, puis à 240 000 hommes en 2013.

L'armée est entraînée principalement par Kellogg Brown and Root (KBR) et par DynCorp. Première SMP en Afghanistan aujourd'hui, cette dernière assure aussi la garde rapprochée du président Hamid Karzaï. La MPRI, elle, spécialisée dans le conseil, est chargée d'élaborer la doctrine militaire de l'Armée nationale afghane - un contrat de 200 millions de dollars - et de former ses chefs de corps. Enfin, l'instruction de la police afghane, dont les effectifs pourraient atteindre 160 000 hommes, est assurée pour l'essentiel par la société Paravant, filiale de Blackwater.

Les SMP font souvent appel à d'anciens militaires anglo-saxons pour les postes les plus qualifiés et recrutent sur place pour les tâches d'exécution. Mais leur présence croissante pose des problèmes de fond.

Auteur d'un ouvrage consacré à la privatisation de la guerre en Irak [2], Georges-Henri Bricet des Vallons estime que cette pratique d'externalisation a atteint aujourd'hui "un point de non-retour". Il n'hésite pas à parler d'une situation de "dépendance", voire d'une "addiction" de l'armée américaine à l'égard des SMP, seules à même de leur fournir une expertise qui leur fait défaut.

En Afghanistan, sur les 104 100 *contractors* employés par le Pentagone en septembre 2009, 9 % étaient américains, 16% étaient des expatriés d'autres nationalités et 75%, afghans. Les SMP assurent aussi la sécurité de nombreuses institutions civiles, qu'il s'agisse de l'ONU, des ONG, de certaines entreprises, voire des maisons d'hôte où séjournent les étrangers de passage.

Mais, sur ce marché plus classique du gardiennage et de la sécurité rapprochée, elles sont de plus en plus concurrencées par des sociétés locales, souvent créées par d'anciens seigneurs de la guerre. L'une des plus importantes est l'Asia Security Group, qui appartient à un cousin du président Hamid Karzaï. Très active également, selon Georges-Henri Bricet des Vallons, la société Sherzai, fondée par un ancien gouverneur de la province de Kandahar, Gul Agha Sherzai.

Des morts non comptabilisés

La privatisation de tâches qui autrefois incombait aux armées permet de faire la guerre en limitant l'envoi de troupes sur place et en minimisant les chiffres officiels des pertes humaines : les morts des SMP ne figurent dans aucune comptabilité. C'est un sacré avantage pour un gouvernement confronté à une opinion publique fragile et à un Parlement pointilleux... Reste à savoir quelles sont les conséquences sur le terrain de cette pratique.

Docteure en droit public, chargée d'étude à l'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (Irssem), le lieutenant-colonel Marie-Dominique Charlier a été pendant six mois, en 2008, l'un des conseillers politiques auprès du général commandant les forces de l'Otan en Afghanistan. Elle est en France l'un des rares experts à avoir réfléchi à ces questions.

Et elle est convaincue que les SMP pèsent directement sur la conduite de la guerre : "Certaines des tâches confiées aux *contractors*, souligne-t-elle, les mettent au coeur du système. Ils connaissent les opérations, les acteurs, les points de contact. Ils ont, en outre, une expérience d'ensemble du terrain que n'ont pas les militaires. Eux restent sur place entre quatre et cinq ans, alors que nos rotations ne sont que de six mois en moyenne. Cela leur donne une grande légitimité auprès des Afghans et une vraie mémoire."

L'armée française est jusqu'ici restée, pour l'essentiel, à l'écart de cette tendance à l'externalisation. Faut-il en finir avec cette exception culturelle ? Marie-Dominique Charlier est de ceux qui estiment que l'évolution est "sans doute inéluctable" car "les guerres modernes sont devenues hybrides" et parce que les SMP sont aussi devenues, pour les États qui font appel à elles, des "vecteurs d'influences".

La généralisation de ce néomercenariat pose pourtant un problème de fond qui touche à la finalité même de la guerre. En Afghanistan comme en Irak, les États qui ont engagé des troupes sur le terrain ont pour objectif de stabiliser la situation, dans les meilleurs délais possible, afin de pouvoir amorcer un désengagement. Or les SMP sont, elles, dans une logique économique de retour sur investissement : leurs intérêts financiers sont aux antipodes des intérêts militaires et politiques de l'Otan. » **Dominique Lagarde**

Article publié par lexpress.fr, le 24/05/10.

[1] *L'Enjeu afghan*, André Versaille éditeur, 2010.

[2] *Irak, terre mercenaire*, Ed. Favre, 2010.